

Services & finance

PANORAMA SECTORIEL

Avec des participations dans une quinzaine d'entreprises financières ou de services, l'État est un acteur important de ce secteur structurant de l'économie française.

Dans l'audiovisuel, l'année 2016 a été marquée par la signature par l'État avec France Télévisions, Arte et France Médias Monde de 3 contrats d'objectifs et de moyens. Ces contrats arrêtent une stratégie ambitieuse pour ces sociétés et viennent concrétiser l'engagement sur les 5 prochaines années de proposer une offre audiovisuelle indépendante et de qualité. Par ailleurs, Radio France, France Médias Monde et France Télévisions ont lancé avec succès en septembre 2016 la chaîne publique d'information en continu France info.

Dans le secteur des services financiers, Bpifrance a continué de développer son portefeuille d'investissements (20 Md€ en fin d'année 2016), avec une progression des différents champs d'activités (investissement en fonds propres dans les PME, capital innovation, fonds de fonds notamment). Par ailleurs, Bpifrance a poursuivi son effort de rotation de son portefeuille avec un volume important de cessions des participations détenues dans les moyennes et grandes entreprises (1,7 Md€). Les activités de financement en prêts et en garanties ont, elles aussi, poursuivi leur croissance. Enfin, l'État a finalisé le transfert de la Coface à Bpifrance de l'activité de gestion des garanties publiques à l'export, opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2017 via la nouvelle filiale Bpifrance Assurance Export.

La SFIL a également réalisé mi-2016 sa première transaction dans le cadre de sa nouvelle mission de refinancement des grands contrats à l'exportation, via le financement de l'acquisition par le croisiériste américain RCCL de deux paquebots produits par les chantiers de Saint-Nazaire. Il s'agit de la première opération réalisée par SFIL dans le cadre du dispositif de place voulu par l'État pour renforcer la compétitivité à l'exportation des entreprises établies en France.

CNP Assurances, dans un environnement de taux bas particulièrement contraignant, a terminé 2016 avec une performance en hausse par rapport à 2015. Parallèlement, le développement de l'offre numérique s'est accéléré via le lancement réussi de Youse au Brésil, première offre d'assurance IARD (Incendies, accidents et risques divers) 100 % digitale, validant ainsi les orientations stratégiques du Groupe. La Banque Postale, en dépit de l'impact négatif des taux bas, entraînant une forte renégociation des crédits immobiliers par les particuliers, a réalisé une bonne année 2016, avec un revenu brut d'exploitation stable par rapport à 2015. L'année aura également été marquée par le rapprochement de sa filiale Ciloger avec la société AEW Europe, filiale de Natixis, le nouvel ensemble devenant l'un des leaders européens de la gestion d'actifs immobiliers. Enfin, La Banque Postale a officialisé début 2017 le lancement d'un projet ambitieux de banque en ligne, qui sera opérationnelle à l'automne 2018.

S'agissant des autres activités du Groupe La Poste, GeoPost, qui réalise 77 % de son chiffre d'affaires à l'international, s'est implanté sur le continent sud-américain avec l'acquisition de la société brésilienne JadLog, deuxième opérateur de colis express au Brésil. La filiale a également continué à diversifier ses activités, notamment dans le secteur de la santé, avec l'acquisition de la société BioLogistic, spécialisée dans le transport de produits médicaux sensibles sous température dirigée. Enfin, l'État, l'Association des Maires de France et le Groupe La Poste ont signé début 2017 le quatrième contrat de présence postale territoriale, qui fixe pour principale finalité, sur la période 2017-2019, l'adaptation de la présence postale aux besoins diversifiés des territoires et des populations, en tenant compte des évolutions des usages et des technologies. L'État a notamment augmenté sa contribution de 12 M€, la portant à 522 M€ sur les trois ans du nouveau contrat, afin de pérenniser le financement des 500 maisons de services au public accueillies dans les bureaux de poste.

Le Groupe Orange a poursuivi ses investissements importants dans le très haut débit fixe et mobile, à hauteur de 7 Md€ (+17 % par rapport à 2014). À travers le déploiement de son réseau de fibre optique en France et Europe et de 4 G sur l'ensemble des géographies du Groupe, Orange permet l'amélioration des conditions d'accès à ses 263 millions de clients à travers le monde. Le Groupe se positionne également comme l'un des leaders européens de la convergence entre services fixes et mobiles (approche par foyer). Orange a également renforcé son positionnement en Afrique, à travers diverses acquisitions la finalisation du déploiement de la marque Orange, en Égypte et au Maroc notamment. Son implantation dans 17 pays du continent fait d'Orange l'un des tous premiers opérateurs télécoms africains, lui permettant de diversifier ses risques et lui offrant des perspectives intéressantes de création de valeur, via par exemple le déploiement de son offre de services financiers Orange Money et Orange Cash. Capitalisant sur son expérience réussie dans les services financiers, le Groupe est enfin le premier opérateur télécom au monde à avoir annoncé le lancement, d'une offre bancaire 100 % mobile, dans le cadre de la constitution d'Orange Bank, issue du rachat en 2016 de 65 % des titres de Groupama Banque.

Enfin, plusieurs autres entreprises du secteur des services ont fait aboutir des projets structurants en 2016. Ainsi, l'Imprimerie Nationale a fait l'acquisition de l'activité de gestion et de sécurisation de l'identité de Thales (collecte et gestion de données identitaires, production de documents sécurisés, contrôle aux frontières), qui a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 50 M€ et emploie 80 personnes. L'Imprimerie Nationale, via cette opération structurante, augmente son chiffre d'affaires de 250 M€ à 300 M€ et devient le premier opérateur français de production de titres sécurisés. Par ailleurs, la Société pour le Logement Intermédiaire, lancée en 2015 par l'État pour développer une offre de logements à loyers plafonnés, a mis en location en octobre 2016 un premier lot de 20 logements à Sucy-en-Brie, le volume total du parc de la SLI mis en location devant être porté à 272 logements d'ici fin 2017. La Française des jeux, quant à elle, a inauguré début 2016 un entrepôt 100 % automatisé dans lequel elle a investi 300 M€ afin de mieux servir son réseau de distribution.

bpifrance

La Banque publique d'investissement (Bpifrance) a été créée par la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012. Elle résulte du rapprochement, finalisé le 12 juillet 2013, des principales structures publiques de financement des entreprises : Fonds stratégique d'investissement, CDC Entreprises et Oséo. Le capital de Bpifrance SA, maison-mère du Groupe Bpifrance, est détenu à parité par l'État, via l'EPIC Bpifrance, et par la Caisse des Dépôts (CDC). Bpifrance SA a deux filiales détenues respectivement à 100 % et 89,7 %.

L'intervention de Bpifrance et de l'État via l'APE sont encadrées par des doctrines d'investissement complémentaires l'une de l'autre.

Bpifrance compte environ 2 350 salariés et 50 implantations régionales, qui concentrent les dispositifs publics d'appui au financement et au développement des entreprises. La taille de bilan consolidée du Groupe au 31 décembre 2016 s'élève à 68 Md€.

Le Groupe Bpifrance est structuré en deux branches d'activités : d'une part le pôle Financement (principalement ex-Oséo) et d'autre part le pôle Investissement (ex-FSI, FSI Régions et ex-CDC Entreprises).

S'agissant du pôle Investissement, le portefeuille géré par Bpifrance, représentait environ 20 Md€ à fin 2016, dont 3,5 Md€ pour le compte de tiers. L'investissement en fonds propres dans les PME en 2016 a été en augmentation par rapport à 2015, avec 139 M€ investis (132 M€ en 2015). L'activité de capital innovation a conduit à des investissements de 191 M€ (168 M€ en 2015). Concernant l'activité fonds de fonds, 1,3 Md€ ont été souscrits en très forte augmentation (645 M€ en 2015). Enfin, l'activité d'investissement dans les grandes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire (ETI) gérée par les équipes du métier Mid & Large Cap a de nouveau progressé avec 1,1 Md€ (775 M€ en 2015). Elle s'est traduite par 42 opérations d'investissements dont 10 sur de nouvelles participations. Par ailleurs attentive à gérer son portefeuille de participations en vue de passer le relais aux acteurs privés dès lors qu'il a rempli son rôle, et de dégager les ressources financières nécessaires à l'accompagnement de nouveaux projets, Bpifrance a poursuivi son programme de cessions sur les moyennes et grandes entreprises pour un montant de 1,7 Md€ (1,6 Md€ en 2015). Bpifrance opère en capital investissement de façon complémentaire à celle de l'État en direct via l'APE en concentrant son action sur les TPE, PME et ETI. Par ailleurs et afin de remplir son rôle d'entraînement de l'économie Bpifrance oriente son action sur des investissements minoritaires systématiquement aux côtés d'investisseurs privés. Bpifrance intervient enfin à un

horizon de temps de moyen terme (5 à 7 ans) dans une volonté de rotation du portefeuille alors que les participations de l'APE nécessitent un positionnement de très long terme.

S'agissant du pôle Financement, 6,8 Md€ d'engagements sur des prêts moyen-long termes ont été réalisés en 2016 (6,1 Md€ en 2015) et ont permis d'atteindre un encours de 27,5 Md€ de financements. Pour les financements court terme, Bpifrance a par ailleurs autorisé 3,6 Md€ au titre de la mobilisation de créances (3,7 Md€ en 2015) et 4,3 Md€ au titre du préfinancement du CICE en nette augmentation (3,6 Md€ en 2015).

Les autorisations en garantie augmentent légèrement en 2016 à 3,8 Md€ (3,7 Md€ en 2015) pour un encours de 15 Md€.

Enfin, les interventions de financement liées au métier Innovation (Subventions, avances remboursables et prêts) ont représenté un total d'accords de 1,3 Md€, stable par rapport à 2015.

D'un point de vue financier au niveau consolidé, sur l'exercice 2016, le produit net bancaire s'élève à 1 252 M€. Le résultat net après impôt ressort à 741 M€ en 2016, augmente par rapport à 2015 (676 M€).

L'année 2016 a été marquée par la poursuite du déploiement de Bpifrance à l'international, afin de renforcer l'accompagnement des PME et ETI à l'export, avec notamment l'offre de crédits export à destination des PME et ETI, couvrant des crédits de 1 à 75 M€. Par ailleurs, l'État, Coface et le Groupe Bpifrance avaient signé le 29 juillet 2015 un protocole validant le principe d'un transfert au Groupe Bpifrance de l'activité de gestion des garanties publiques à l'exportation. Cette activité est désormais logée, depuis fin 2016, au sein d'une nouvelle filiale de Bpifrance, Bpifrance Assurance Export, qui exerce cette mission pour le compte de l'État. Ce transfert s'inscrit dans la dynamique de rationalisation du dispositif de soutien financier public aux PME et aux ETI, notamment à l'export. Il permet de parachever la création d'un guichet unique de distribution de produits publics de soutien à l'export.



Pour en savoir plus

www.bpifrance.fr

Principaux investissements engagés directement par Bpifrance Participations pour le métier Mid & Large Cap

EN MILLIONS D'EUROS	Taille	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL	ENGAGEMENTS 2015	MÉTIER	CÉDÉE
AD Industrie	ETI			10	1				11		Middle Cap	
Altia Industrie	ETI				5		9		14		Middle Cap	
Altis	ETI			20					20		Middle Cap	
Avanquest	ETI	20			1			0	22		Middle Cap	
Carso	ETI		19						19		Middle Cap	
Cegedim	ETI	118							118		Middle Cap	
Critéo	ETI					1	44	30	76		Middle Cap	
Daher	ETI	69							69		Middle Cap	
De Dietrich PS	ETI			10					10		Middle Cap	
Euronext	ETI						41		41		Middle Cap	
Farinia	ETI	21							21		Middle Cap	
Gorgé	ETI			8			0	0	9		Middle Cap	
Grimaud	ETI		40						40		Middle Cap	
Gruau	ETI		10		0,5				10		Middle Cap	
Mäder	ETI		11						11		Middle Cap	
Mecadev (Mécachrome)	ETI	15		2					17		Middle Cap	
Mersen	ETI	25	5	41		1			72		Middle Cap	
NGE	ETI			80				8	88	8	Middle Cap	
Novasep	ETI			25	30				55		Middle Cap	
NTL Holding (Translohr)	ETI				24		3		27		Middle Cap	
Paprec	ETI				100	49			149		Middle Cap	
Parisot (Windhurst Industries)	ETI		14	8	8	3			33		Middle Cap	
Qosmo	ETI			7					7		Middle Cap	
Riou Glass (Vital Finances)	ETI				15				15		Middle Cap	
Siclaé	ETI		50				15		65		Middle Cap	
Soitec	ETI			79		8	8	15	111	15	Middle Cap	
Tockheim	ETI				50				50		Middle Cap	
Vergnet	ETI			13	5		0	1	19		Middle Cap	
Alcan EP/ Constellium	GE		44			52			96		Large Cap	
Alcatel	GE					3			3		Large Cap	
Bull	GE			29					29		Large Cap	X
CGG Veritas	GE		177	17	52				246	35	Large Cap	
CMA CGM	GE					114			114		Large Cap	
ERAMET	GE				766				766		Large Cap	
Eutelsat Communications	GE						58		58	64	Large Cap	
Gemalto	GE	176							176		Large Cap	
Ingenico	GE							365	365	365	Large Cap	
Limagrain	GE		150						150		Large Cap	
Nexans	GE	58		10		46	2		117		Large Cap	
Schneider R	GE		12						12		Large Cap	
Sequana	GE				51		13		64		Large Cap	
ST Microelectronics	GE		696						696		Large Cap	
Technicalor	GE					54			54	18	Large Cap	
Technip	GE	92	20						112	12	Large Cap	
Tyrol	GE					0,2			0		Large Cap	
Ubisoft	GE					2			2		Large Cap	
Valéo	GE	24							24		Large Cap	
Vallourec	GE		352	21		8	9		391	6	Large Cap	
Verralia	GE							58	58	58	Large Cap	
3S Photonics	PME	5							5		Middle Cap	X
Cascadia (skyblog)	PME			6					6		Middle Cap	X
Clestra Hauserman (ex CHM)	PME					1		0,3	1	0,3	Middle Cap	
Cylande	PME		10						10		Middle Cap	
Dailymotion	PME	8							8		Middle Cap	X
Ercom	PME			10					10		Middle Cap	
Inside Secure	PME		8		5				13		Middle Cap	
Naturex	PME					12	22		34		Middle Cap	
Viadeo	PME				10		9		19		Middle Cap	
TOTAL		630	1617	396	1123	356	233	477	4832	581		
TOTAL Middle Cap		280	166	320	254	75	150	55	1300	23		
TOTAL Large Cap		350	1451	77	869	281	82	423	3532	558		

Principaux investissements engagés directement par Bpifrance Participations pour le métier Innovation

EN MILLIONS D'EUROS	Taille	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	TOTAL	ENGAGEMENTS 2015	MÉTIER
Acco	PME								—	15	Large Venture
Biom'up	PME							8	8	8	Large Venture
Collectis	PME			25	0,2				25		Large Venture
Cerenis	PME		20					3	23	5	Large Venture
DBV Technologies	PME				15				15		Large Venture
Ebuzzing & Teads	PME								—		Large Venture
Fermentalg	PME						6		6		Large Venture
Global Bioenergies	PME								—	8	Large Venture
Innate Pharma	PME	11					7		18		Large Venture
Isorg	PME						3		3		Large Venture
Lucibel	PME					7	0,6		8		Large Venture
Medtech	PME					2	0		2		Large Venture
Nicox	PME	25							25		Large Venture
Parrot	ETI							34	34	50	Large Venture
Pixium	PME						9		9		Large Venture
Poxel	PME						5	4	9	5	Large Venture
Scality	PME								—	5	Large Venture
Sequans	PME					6		2	8	5	Large Venture
Sigfox	PME							9	9		Large Venture
Stenlys	ETI				11				11		Large Venture
Super Sonic Image	PME					8	8		16		Large Venture
Tinubu Square	PME			11					11		Large Venture
TXCell	PME						8		8		Large Venture
Valneva	PME					18	0	5	23		Large Venture
Vestiaire Collective	PME								—	10	Large Venture
Vexim	PME						6		6		Large Venture
VIT	PME						6	2	8	2	Large Venture
Voluntis	PME						5	4	9	3	Large Venture
Withings	PME					11			11		Large Venture
Canibal	PME						0,5		0,5		Direct Innovation
Corwave	PME					1,0			1,0		Direct Innovation
EOS Imaging	PME						8	2	10	4	Direct Innovation
G2 Mobility	PME						0,8	0,3	1,1	0,3	Direct Innovation
Unilend/SFF PME	PME								—	1,0	Direct Innovation
Eutelsat Communications	GE						58		58	64	Large Cap
TOTAL		36	20	36	26	53	73	72	315	121	
TOTAL Large Venture		36	20	36	26	52	64	70	303	116	
TOTAL Direct Innovation		—	—	—	—	1,0	9	2	13	5	

L'activité Large Venture accompagne les entreprises emblématiques de l'innovation française à fort besoin capitalistique dans l'accélération de leur développement commercial, leur développement à l'international ou l'industrialisation de leur technologie. Les montants investis sont le plus souvent supérieurs aux chiffres d'affaires des sociétés concernées, caractérisant la dimension capital-risque. À fin 2016, 400 M€ de la dotation de 600 M€ allouée à l'activité a été investie dans 29 sociétés actives dans les domaines des sciences de la vie, du numérique et des écotechnologies (soit 100 M€ de plus qu'en 2015 dans 5 sociétés supplémentaires).

Investissement de Bpifrance Participations via des fonds

VALEUR BRUTE 2014	Investissements en 2015	Cessions en VB en 2015	Valeur brute 2015	2011
Mid & Large Cap	925	198	104	1 019
ETI 2020	331	132	—	463
FAA (ex FMEA)	254	1	18	237
FAA Rang 2	19	2	1	20
Fonds Croissance	320	63	84	299
Fonds Propres PME	464	132	48	548
Sectoriels	79	13	7	85
Filières	—	20	—	20
FI Régions	384	99	41	443
Fonds de fonds	1 131	329	145	1 315
FPMEI	327	2	50	279
FPCR 2000/FCIR/FFT3	140	9	10	138
FFI A/FFI B	316	28	44	300
FFI 2	242	73	34	281
FFFI 3	106	218	7	316
FFI 4	—	1	—	1
Innovation	117	17	7	127
BIOAM x3	29	—	4	25
INNOBIO	88	17	3	103
Total	2 636	677	303	3 009

La participation dans Proparco est désormais intégrée dans le métier fonds de fonds pour 44,2 M€

L'activité d'investissement de Bpifrance est organisée en quatre métiers :

• **Mid&Large Caps**

Les équipes de ce pôle assurent la gestion :

- des participations directes dans des grandes entreprises stratégiques (principalement héritées du portefeuille d'investissement du FSI) et des ETI;
- des participations prises dans des ETI via le fonds ETI2020 doté de 3 Md€;
- des fonds sectoriels en charge de l'accompagnement des équipementiers du secteur de l'automobile de rang 1 et 2 (FAA et FAA rang 2);
- et des fonds France Investissement Croissance (rattachés auparavant au métier Fonds Propres PME).

• **Fonds Propres PME**

Les équipes de ce pôle assurent la gestion de trois types de fonds investissant en direct dans les PME :

- des fonds régionaux;
- des fonds sectoriels, comme le tourisme (France Investissement Tourisme) ou industrie créative (Patrimoine et Création); et
- des fonds dédiés aux filières ferroviaires et nucléaires, créés en 2015.

• **Fonds de fonds**

Les équipes de ce pôle assurent principalement la gestion des participations dans des fonds partenaires souscrits par Bpifrance Participations via des fonds de fonds dans le cadre des programmes d'investissement :

- PME Innovation;
- FSI France Investissement;
- et FSI France Investissement 2020.

Elles assurent également la gestion de fonds de fonds pour compte de tiers souscrits par :

- l'État dans le cadre du programme PIA;
- les fonds d'épargne de la CDC;
- ou encore la BEI.

• **Innovation**

Les équipes de ce pôle assurent principalement la gestion de l'activité Large Venture et de fonds souscrits par Bpifrance comme Bioam et Innobio mais aussi de fonds levés dans le cadre du programme PIA (Fonds Ambition Numérique, Fonds Ecotechnologies, Fonds Biothérapies Innovantes et Maladies Rares, Fonds Ville de demain, Fonds French Tech Accélération...).



LE GROUPE LA POSTE

La loi n° 2010-123 du 9 février 2010 relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales a transformé La Poste « exploitant public » en société anonyme. L'État est actionnaire du Groupe à hauteur de 73,68 %, le reste du capital étant détenu par la CDC. Le Groupe est le premier employeur de France avec plus de 253 000 collaborateurs dont 90,6 % en France. Avec un peu plus de 17 000 points de contact, son réseau commercial de proximité n'a pas d'équivalent sur le territoire national.

En 2016, le Groupe La Poste a réalisé de bonnes performances grâce à son modèle multi-activités, les marchés du colis et de l'express permettant notamment de compenser les impacts négatifs des taux bas et de la baisse du volume de courrier transporté. Le chiffre d'affaires du Groupe a ainsi progressé de 1,1 % à 23,3 Md€ et le résultat d'exploitation a crû de 11,5 % à 975 millions d'euros. Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique, le Groupe a lancé de nouveaux services, axés sur la proximité et la simplification des modes de vie, a investi 1,1 milliard d'euros dans le développement de ses activités (déploiement de nouveaux systèmes informatiques, développement du réseau de hubs de GeoPost, rénovation des bureaux de poste...) et a financé des opérations de croissance externe à hauteur de 237 M€, dans les secteurs du numérique, de la silver économie et de l'express, tant en France qu'à l'international.

Le chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis a légèrement baissé, de 1 %, impacté par la baisse des volumes de courrier transporté (-5,2 %), compensée en partie par l'évolution tarifaire du courrier, la croissance de l'international, la progression des nouveaux services, avec notamment le lancement de nouveaux services tels que l'examen du code de la route.

La branche GeoPost a poursuivi sa forte croissance avec un chiffre d'affaires en hausse de près de 9 %, soutenu par la progression des volumes, le renforcement des offres et services à domicile, hors domicile, et sur de nouveaux segments de marché tels que le transport de produits à température dirigée, dans les domaines de la santé/pharmacie et des produits alimentaires. GeoPost a par ailleurs renforcé son réseau international via la fusion de sa filiale DPD Russie avec l'opérateur russe de colis express SPSR Express, la nouvelle entité devenant le deuxième

opérateur express en Russie et l'acquisition de 60 % de JadLog, numéro 2 du marché du colis-express au Brésil.

La Banque Postale a enregistré un produit net bancaire de 5,6 Md€, en baisse de 2,5 %. Le contexte de taux historiquement bas a pesé sur la marge nette d'intérêts qui s'est inscrite en repli, impact en partie compensé par la hausse des commissions et des frais de gestion en baisse, traduisant les efforts de maîtrise des charges. La Banque Postale a par ailleurs annoncé début 2017 le lancement d'une banque 100 % digitale, qui sera opérationnelle à l'automne 2018 et a finalisé le rapprochement de sa filiale de gestion d'actifs immobilier, la société Ciloger, avec AEW Europe, filiale de Natixis, créant ainsi l'un des leaders européens dans ce domaine.

La branche Numérique a poursuivi son développement avec un chiffre d'affaires de 609 M€, en hausse de 8,7 %. La filiale Docapost, spécialisée sur la transformation numérique des entreprises, a progressé de 6 % avec le développement des activités de dématérialisation (contraventionnel, plateforme de services RH...). La filiale Mediapost Communication, spécialisée en marketing relationnel, est quant à lui en progression de 2 %.

Enfin, le Réseau La Poste a déployé une nouvelle organisation orientée sur le développement commercial et a poursuivi l'adaptation du format de ses points de contact. En milieu rural, 500 maisons de service au public sont désormais installées dans des bureaux de poste. En milieu urbain, l'implantation de nouvelles formes de partenariats, « La Poste Relais », a permis de mieux s'adapter aux besoins et aux évolutions des citoyens.

Avec le soutien de ses deux actionnaires, l'État et la Caisse des Dépôts et Consignations, le Groupe La Poste restera mobilisé sur l'exécution de son plan stratégique « La Poste 2020 : Conquérir l'avenir », défini en 2014, afin de poursuivre la transformation de son modèle économique.



Pour en savoir plus

www.laposte.fr



Orange est l'un des principaux opérateurs de télécommunications dans le monde, avec un chiffre d'affaires de 40,9 Md€ en 2016, dont 46 % pour l'activité France, 26 % pour le reste de l'Europe, 13 % pour l'Afrique et le Moyen-Orient et 15 % pour l'activité Entreprises. Présent dans 28 pays avec 155 000 salariés (dont 96 000 en France), le Groupe servait, à fin 2016, 263 millions de clients dans le monde, dont 201 millions de clients mobile et 18 millions de clients haut débit fixe. Orange est également l'un des leaders mondiaux des services de télécommunications aux entreprises multinationales sous la marque Orange Business Services. Créée en 1991 sous la forme de l'exploitant autonome de droit public France Télécom et transformé en société anonyme en 1996, Orange a été cotée en 1997, privatisée en 2004 et a pris sa dénomination sociale actuelle en 2013. Le concert État – Bpifrance Participations détient 22,95 % du capital (13,39 % détenus par l'État et 9,55 % par Bpifrance Participations). Le Groupe est coté à Paris et à New-York.

Plusieurs tendances de fond sont à l'œuvre dans le secteur des télécoms : la croissance des accès mobile, avec le développement de la 4G et les travaux préparatoires à la 5G ; en Europe, la convergence des services fixes et mobiles (approche par foyer), entraînant des mouvements de consolidation également liés à la nécessité d'acquérir une taille critique ; la poursuite du déploiement des réseaux de très haut débit fixe, notamment la fibre optique ; l'explosion des usages et l'évolution des attentes des consommateurs, la digitalisation pénétrant progressivement tous les aspects de la vie quotidienne ; enfin, le développement des acteurs over-the-top, qui entrent en compétition avec les opérateurs télécoms pour le contrôle de la relation client. En termes quantitatifs, le marché européen des télécoms a confirmé sa stabilisation en 2016 (+0,2 %) après 5 années de repli et poursuit sa croissance en zone Afrique Moyen-Orient (+3,7 %).

Depuis 2015, première année d'exécution du plan stratégique Essentiels2020 qui vise la différenciation par l'expérience client, le Groupe a fortement augmenté ses investissements en les portant à 7 Md€ sur l'année 2016 (+17 % par rapport à 2014), notamment dans le très haut débit fixe en France et en Europe, ainsi que sur la mise en place

de la 4G dans 18 pays en Europe et en Afrique. Le Groupe a finalisé en janvier 2016 la cession de sa participation de 50 % dans l'opérateur mobile EE au Royaume-Uni et celle de Telkom Kenya en juin 2016. Dans le cadre de sa stratégie de croissance en Afrique, le Groupe a acquis en janvier 2016 les filiales d'Airtel au Burkina Faso et en Sierra Leone, en avril 2016 Cellcom au Liberia et Tigo en République Démocratique du Congo, puis regroupé ses activités sous la marque Orange en Égypte et au Maroc. Le Groupe a mené fin 2015 et début 2016 des discussions en vue d'un rapprochement avec Bouygues Telecom en France, qui n'ont toutefois pas abouti. En termes de diversification, Orange développe une nouvelle banque 100 % mobile en France sur la base de son acquisition en 2016 de 65 % de Groupama Banque, et poursuit sa stratégie de diversification dans l'Internet des Objets et les contenus. Orange a enfin poursuivi son programme d'efficacité opérationnelle face à une pression concurrentielle qui reste vive.

L'État actionnaire soutient la stratégie du Groupe Orange et les opérations stratégiques précitées ainsi que les autres investissements importants que sont les plans fibre et la participation aux enchères de spectre 4G dans plusieurs pays.



Pour en savoir plus

www.orange.fr



La Française des Jeux est une société anonyme d'économie mixte dont le capital est détenu à 72 % par l'État. Avec 14,3 Md€ de mises en 2016, elle est la deuxième loterie européenne et la quatrième loterie mondiale. Elle propose à ses 26 millions de clients une offre de jeux de loterie et de paris sportifs grand public, responsable et sécurisée, pour l'essentiel dans le cadre de droits exclusifs régis par des dispositions législatives et réglementaires. Elle s'appuie sur près de 2 000 collaborateurs, un réseau de proximité de plus de 31 000 points de vente et un canal multimédia utilisé par 1,4 million de joueurs. Le jeu responsable est le socle de la politique de responsabilité sociétale d'entreprise de la Française des Jeux qui est une référence internationale en la matière avec la note maximale de la certification European Lotteries.

L'entreprise a poursuivi, en 2016 et 2017, le déroulement plan stratégique « FDJ 2020 » lancé le 1^{er} juillet 2015 qui vise à reconquérir des clients et conquérir de nouveaux clients dans une optique de jeu responsable avec quatre axes prioritaires : accélérer la numérisation de l'offre et de la distribution, développer l'innovation de rupture, moderniser et compléter le réseau de distribution, et soutenir la croissance des paris sportifs. Sur le premier axe, le processus d'inscription aux jeux en ligne a cette année été modernisé et la possibilité d'accéder aux jeux sur mobile et tablettes élargie. Sur le second, une nouvelle génération de jeux a été lancée (Gare o Loup, Ruée vers l'Or...) et une démarche d'open innovation mise en place grâce à plusieurs partenariats (l'éditeur de jeu Asmodée, l'école du numérique Web School Factory et Google France sur la vidéo en ligne) et l'investissement dans

des fonds d'innovation. Sur le troisième, l'entreprise a installé 23 000 nouveaux terminaux de prise de jeu, poursuivi une diversification ciblée de son réseau et initié la mise en place d'un nouveau mode de livraison depuis un entrepôt central. Enfin, l'entreprise a continué d'enrichir son offre de paris sportifs, notamment en lien avec les grands événements comme le Championnat d'Europe de football 2016.

Les principales tendances du secteur sont l'impact du numérique qui crée de nouvelles attentes en termes d'accès à l'offre et d'expérience de jeu et la montée en puissance des jeux de paris sportifs.

L'État actionnaire soutient pleinement le plan stratégique « FDJ 2020 » adopté lors du conseil d'administration du 1^{er} juillet 2015 et la transformation numérique de l'entreprise.



Pour en savoir plus

www.groupefdj.com



France Télévisions est une société nationale de programme, dont l'organisation et les missions ont été fixées par la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. France Télévisions est le premier Groupe audiovisuel français (part d'audience de 28,6 % en 2016). France Télévisions édite six chaînes nationales (France 2, France 3, France 4, France 5, France Ô et franceinfo et neuf chaînes Outre-mer).

L'année 2016 a été marquée par l'élaboration du plan stratégique 2016-2020, qui a fait l'objet d'une contractualisation avec l'État (contrat d'objectifs et de moyens). Ce plan stratégique permet d'assurer durablement l'équilibre économique de France Télévisions, tout en le maintenant dans le paysage audiovisuel comme le Groupe de référence, apportant au citoyen une offre de service public de qualité, et en l'adaptant aux évolutions contemporaines, notamment la forte croissance de la consommation numérique des contenus audiovisuels.

Le plan stratégique prévoit en particulier 3 projets de développement structurants pour France Télévisions : la création d'une chaîne publique d'information en continu (Franceinfo), en partenariat avec Radio France, France Médias Monde et l'INA, qui a été lancée en septembre

2016 ; le développement de son offre de fiction, avec des investissements dans la création portés à 420 M€ dès 2017 ; et un accroissement de l'effort de transformation numérique, avec notamment la refonte de la plateforme numérique « France.tv » et la création d'une offre de vidéo à la demande par abonnement (VADA), qui doit être lancée fin 2017.

Au plan financier, la trajectoire financière de FTV à horizon 2020 repose sur l'atteinte d'un résultat net équilibré chaque année, grâce d'une part à une hausse des subventions publiques et d'autre part la conduite de réformes structurelles, avec notamment un objectif de non-remplacement d'un départ sur 2 à la retraite. En 2016, France Télévisions a rempli cet objectif, en dégagant un résultat d'exploitation de +8.8 M€ et un résultat net de +2.4 M€, confirmant ainsi l'équilibre financier retrouvé en 2015.



Pour en savoir plus

www.francetelevisions.fr



Radio France est une société nationale de programme, dont l'organisation et les missions ont été fixées par la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. Radio France conçoit et diffuse 6 programmes nationaux (France Inter, France Info, France Culture, FIP, Mouv et France Musique) et 44 programmes régionaux (réseau France Bleu). Radio France compte également quatre formations musicales (Orchestre National de France, Orchestre Philharmonique de Radio France, le Chœur et la Maîtrise de Radio France).

L'année 2016 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre du plan stratégique 2015-2019, qui vise à conforter la place de Radio France comme média de service public de référence à l'ère numérique, tout en restaurant la soutenabilité de sa trajectoire financière.

En 2016, Radio France a réalisé des performances d'audience très satisfaisantes, avec une audience cumulée de 25,9 %, tandis que de nombreux projets numériques ont été déployés (webradios, refonte des sites internet, création d'applications mobiles). En outre, 2016 a été marquée par la participation de Radio France au projet de chaîne publique

d'information en continu, France Info, mené en partenariat avec France Télévisions, France Médias Monde et l'INA et qui a été lancé en septembre 2016. Par ailleurs, ses formations musicales ont attiré à la Maison de la Radio un public en forte hausse en 2016 (260 000 personnes, contre 192 000 en 2015). Enfin, le programme de réhabilitation de la Maison de la Radio s'est poursuivi, avec l'achèvement à la fin de l'année 2016 d'un espace rénové de 12 000 mètres carrés.

Au plan financier, l'objectif d'un retour progressif à l'équilibre d'ici 2018 est maintenu, avec un résultat net déficitaire de -10,6 M€.





La Semmaris (Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de la région parisienne) est chargée de l'aménagement et la gestion du MIN de Paris-Rungis, sur lequel ont été transférées les anciennes halles de Paris en 1969. La Semmaris assure l'aménagement et la gestion du marché d'intérêt national de Paris-Rungis, plus grand marché de produits alimentaires frais au monde, avec plus de 1 200 entreprises présentes.

L'année 2016 aura été essentiellement marquée par la mise en œuvre du vaste plan d'investissement (510 M€ d'ici 2025) décidé par la Semmaris pour moderniser le MIN de Rungis et conforter sa place de référence en matière d'approvisionnement alimentaire. En phase avec le calendrier prévu, la Semmaris a ainsi investi 32,6 M€ en 2016, ayant notamment permis le déploiement de la fibre optique sur le marché, la mise en service de l'espace restauration du pavillon Bio et le développement des entrepôts logistiques (17 000 mètres carrés mis en construction).

Par ailleurs, la société a poursuivi en 2016 sa dynamique au plan financier, grâce à un niveau d'occupation toujours élevé (96,3 % en 2016) et des dépenses d'exploitation maîtrisées. Le chiffre d'affaires a ainsi atteint 108 M€ en 2016 (+3,2 % en un an), l'excédent brut d'exploitation 47,2 M€ (+5,8 %) et le résultat net 17,5 M€.

La Semmaris a poursuivi en outre des projets en province et à l'international pour capitaliser sur son savoir-faire. Ainsi, le Groupement LUMIN'TOULOUSE, détenu à 51 % par la Semmaris, à 44 % par La Poste Immo et à 5 % par la Caisse d'Épargne de Midi-Pyrénées va exploiter le Marché d'intérêt national (MIN) de Toulouse avec une délégation de service public de 22 ans. Au niveau international, la première phase du partenariat de Moscou, signé fin 2015, a donné lieu à l'élaboration du master plan du projet. Dimensionné à 180 hectares, il devrait constituer le plus important marché de gros de Russie, après un investissement d'1 Md€. Le projet de Dubaï également signé fin 2015 n'a pas encore démarré ; sa première phase devrait débuter en 2017 avec l'objectif de poser la première pierre à l'occasion de l'Exposition Universelle de Dubaï en 2020.



Pour en savoir plus

www.rungisinternational.com

SOCIÉTÉ POUR LE LOGEMENT INTERMÉDIAIRE (SLI)

La SLI a pour mission d'acquérir et louer des logements intermédiaires en zones tendues (essentiellement région parisienne, côte méditerranéenne, pays genevois et grandes métropoles, notamment Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Lille, Montpellier et Strasbourg). Créée en octobre 2015 et détenue à 100 % par l'État, la société pour le logement intermédiaire (SLI), qui dispose d'une capacité d'investissement de 2,3 Md€, a pour objectif d'acquérir et de louer d'ici 2022 en zones dites tendues 13 000 logements « intermédiaires » (logements à loyers plafonnés destinés aux personnes dont les revenus sont trop élevés pour accéder au parc social mais qui peinent à se loger sur le marché libre).

En 2016, la SLI a poursuivi sa montée en charge, en conduisant son programme d'investissement selon un calendrier et des modalités financières conformes aux attentes de l'État. Au printemps 2017, 109 immeubles (3 616 logements) ont été déjà acquis ou sont en cours d'acquisition, représentant un investissement de 684 M€ (soit 28 % de la taille cible du fonds).

Un premier lot de 20 logements a été mis en location en octobre 2016 et a fait l'objet d'une commercialisation réussie. En parallèle, la SLI a contracté un emprunt de long terme de 500 M€ avec la Banque européenne d'investissement (BEI), sécurisant ainsi une large part de ses besoins de financement.



La Société de valorisation foncière et immobilière (Sovafim), SA détenue à 100 % par l'État, a été créée en 2006 pour valoriser et céder des biens immobiliers publics complexes. Alors que la décision a été prise en 2016 de mettre ses activités historiques en extinction, son principal objet est à présent de porter la participation de l'État dans le projet Foncière Publique Solidaire, investissement de 750 M€ pour favoriser la construction de logements, notamment sociaux, en partenariat avec la Caisse des Dépôts.

L'année 2016 a été marquée par la décision du Gouvernement de s'appuyer sur la Sovafim pour porter un nouveau projet d'investissement intitulé « Foncière Publique Solidaire ». Dans le contexte d'un marché du logement structurellement sous-offreur, le projet vise à titre principal à fournir un service d'intérêt économique général (SIEG) consistant à favoriser la construction de logements sociaux via la mise à disposition de foncier à conditions préférentielles aux organismes de logements sociaux, pour une partie dominante de son activité, et, d'autre part, de conduire des activités de marché.

L'engagement a été pris par le Président de la République le 12 janvier 2016 lors du bicentenaire de la Caisse des Dépôts et consignations (CDC) de créer une société foncière publique, filiale de la Sovafim, destinée à accélérer et à simplifier l'acquisition de terrains publics et privés, pour permettre de réaliser 50 000 logements, principalement sociaux, entre 2017 et 2022. L'État et la Caisse des Dépôts doteront en capital cette nouvelle entreprise publique, dénommée « Foncière Solidaire », pour un montant total de 750 M€. Les dispositions législatives nécessaires à la création de cette entreprise publique figurent à l'article 50 de la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain.



Pour en savoir plus

www.sovafim.fr



CNP Assurances est un leader de l'assurance et de la protection des personnes en Europe et en Amérique du Sud. CNP Assurances est une société cotée à capitaux majoritairement publics, détenue à 41 % par la Caisse des Dépôts et Consignations, à 36 % par Sopassure (co-entreprise regroupant les participations de La Banque Postale et de BPCE) et à 1 % par l'État. 22 % de son capital est flottant. CNP Assurances a réalisé un chiffre d'affaires 2016 de 31,5 Md€ pour un résultat net de 1,2 Md€ et une taille de bilan au 31 décembre 2016 de 419 Md€.

L'année 2016 a été marquée par les bonnes performances du groupe, soutenues par la bonne dynamique de l'activité en unités de compte et la poursuite de la transformation du groupe, en ligne avec la stratégie annoncée début 2013, malgré un contexte macroéconomique caractérisé par le maintien de taux historiquement bas en Europe, et par la poursuite de la récession au Brésil.

Le chiffre d'affaires est resté stable pour s'établir à 31,5 Md€ tandis que le produit net d'assurance a augmenté de 10,7 %, reflétant une bonne dynamique dans l'ensemble des zones géographiques (+15,4 % en France, +1,8 % en Amérique latine et +18,2 % en Europe hors France).

En France, le chiffre d'affaires est en baisse de 2,1 % à 24,3 Md€ principalement sous l'effet de la déconsolidation de La Banque Postale Prévoyance. CNP Assurances a développé son activité d'épargne patrimoniale en modèle ouvert, portée par CNP Patrimoine, et qui enregistre un chiffre d'affaires de 958 M€, en hausse de 121 %.

En Europe hors France, le chiffre d'affaires s'élève à 3,7 Md€, soit une hausse de 3,0 %. CNP Assurances a poursuivi le développement de son activité dans le cadre du partenariat finalisé fin 2014 avec Santander Consumer Finance pour la distribution en Europe (couvrant 10 pays) de ses produits d'assurance emprunteur et de son modèle de distribution non exclusive en Europe du Sud au travers de l'activité de sa filiale CNP Partners.

Enfin, en Amérique latine, le chiffre d'affaires du Groupe CNP Assurances a augmenté de 11,5 % (+ 16,9 % à périmètre et change constants), notamment au travers de l'activité de sa filiale brésilienne, Caixa Seguradora, 5^e assureur brésilien. Les discussions concernant le renouvellement, à partir de 2021, de l'accord de distribution au Brésil ont été interrompues.

Le résultat net part du Groupe ressort à 1,2 Md€, en progression de 6,2 %. La situation de solvabilité de l'entreprise, avec un taux de couverture Solvabilité 2 qui atteint 177 % en formule standard, traduit une gestion du bilan adaptée au nouveau cadre prudentiel européen.



Pour en savoir plus

www.cnp.fr



Dexia SA (maison-mère du Groupe) est une institution financière de droit belge dont l'actionnariat est composé comme suit : État belge (50,02 %), État français (44,40 %), flottant (5,58 %). La taille du bilan consolidé de Dexia SA à fin décembre 2016 est de 212,8 Md€. Dexia Crédit Local est la principale entité opérationnelle du Groupe et l'entité bénéficiaire de la garantie de financement, d'un montant maximal de 85 Md€, accordée par les États belges, français et luxembourgeois pour permettre de conduire à son terme le plan de résolution ordonnée validé par la Commission européenne dans sa décision du 28 décembre 2012. Elle est implantée en France, où elle dispose d'une licence bancaire et a une présence internationale au travers de ses filiales et succursales.

Le Groupe Dexia, spécialisé dans le financement du secteur public, les métiers de la banque de détail et la gestion d'actifs, a été mis en résolution ordonnée selon un plan autorisé par la Commission européenne le 28 décembre 2012.

Ce plan repose sur la vente des franchises commerciales viables et le portage à maturité des actifs résiduels. Dexia respecte les engagements de cessions pris dans le cadre de ce plan, qui ont contribué à réduire la taille du bilan de Dexia de 357 Md€ à fin 2012 à 213 Md€ fin 2016.

Dexia doit désormais assurer la gestion de ses actifs résiduels tout en veillant à préserver les intérêts des États actionnaires et garants du Groupe. Afin de remplir cette mission, trois objectifs principaux, qui forment le cœur du

projet d'entreprise du Groupe, sont fixés à Dexia : (i) maintenir la capacité de refinancement du bilan ; (ii) préserver la base de capital pour assurer le respect des ratios réglementaires ; et (iii) assurer la continuité opérationnelle, en conservant les compétences et les ressources nécessaires et en faisant évoluer au mieux les systèmes d'information.

Dexia, en 2016, a poursuivi la mise en œuvre de son plan de résolution ordonnée et a continué à simplifier la structure du Groupe. L'année a été marquée par la mise en œuvre d'une réflexion d'ampleur sur le fonctionnement du Groupe en gestion extinctive et sa simplification opérationnelle. Enfin, dans un environnement de marché complexe, marqué par une forte volatilité et la persistance de taux d'intérêt bas, Dexia a démontré ses bonnes capacités de financement.



Pour en savoir plus

www.dexia.com



SFIL est un établissement de crédit dont le capital est détenu par l'État (75 %), la Caisse des Dépôts et Consignations (20 %) et La Banque Postale (5 %). La taille du bilan de SFIL au 31 décembre 2016 est de 79 Md€. SFIL assure son refinancement via CAFFIL, société de crédit foncier entièrement détenue par SFIL dont la taille du bilan au 31 décembre 2016 atteint 75 Md€.

La vocation de SFIL est d'assurer aux collectivités territoriales et aux établissements publics de santé français un accès pérenne aux financements bancaires, en complément des offres des banques commerciales. SFIL assure également une mission de refinancements des crédits export bénéficiant d'une garantie de COFACE (désormais Bpifrance Assurance Export), mission qui lui a été confiée par l'État, avec l'accord de la Commission européenne, en 2015. Ce dispositif permet de renforcer la compétitivité des entreprises française à l'exportation.

Le modèle économique de SFIL repose sur le refinancement par la Caisse française de financement local (CAFFIL), société de crédit foncier entièrement détenue par SFIL, des prêts au secteur public local commercialisés par La Banque Postale (LBP).

En 2016, LBP a produit 3,5 Md€ de prêts à moyen-long terme à destination du secteur public local français, production

progressivement transférée à SFIL. Ainsi, avec LBP, SFIL est aujourd'hui le premier financeur du secteur public local en France. CAFFIL a réalisé un volume d'émissions de 6 Md€ en 2016, en ligne avec les émissions réalisées en 2015 et le double du volume émis en 2013. CAFFIL est ainsi le premier émetteur d'obligations sécurisées « secteur public » en Europe.

Par ailleurs, la stratégie de désensibilisation de l'encours sensible de SFIL a franchi une étape décisive en s'appuyant sur les actions du fonds de soutien aux collectivités locales et du dispositif de soutien aux établissements publics de santé, mis en place par l'État et devenus pleinement opérationnels en 2015. En 4 ans, l'encours sensible a diminué de plus de 80 % sur l'ensemble des emprunteurs concernés et de près de 90 % pour les seules collectivités locales.

Enfin, en 2016, SFIL a refinancé ses premiers grands contrats de crédits à l'exportation.



Pour en savoir plus

www.sfil.fr



L'Imprimerie Nationale a été transformée en société anonyme par la loi n° 93-1419 du 31 décembre 1993; son capital est détenu à 100 % par l'État. L'article 2 de la loi de 1993 lui confère un monopole sur la réalisation de documents régaliens (passeports, cartes d'identité...), dont le champ est limité par le décret n° 2006-1436 du 24 novembre 2006. Le Groupe emploie 902 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 221 M€ en 2016.

Le Groupe Imprimerie Nationale délivre à des acteurs privés et publics, en France comme à l'international, des prestations de haute valeur ajoutée en ingénierie des titres régaliens (passeports, cartes d'identité...), gestion globale des identités et des droits, protection des données sensibles, et pilotage des flux et impressions complexes.

Historiquement concentrée sur les activités de fabrication de titres régaliens en France et d'impression, l'Imprimerie Nationale poursuit la diversification de ses activités désormais organisées en trois branches : e-documents (titres régaliens, impression et éditique), e-services & systems (gestions d'identités numériques et services associés, opérateurs de cartes) et e-composants (Inlay – composants pour les cartes à puces avec ou sans contacts).

Le développement de l'électronique et de la biométrie dans les documents favorise la croissance du marché mondial de l'identité (+10 % par an) sur lequel se positionnent quelques acteurs clefs aux parts de marché comparables à celle de l'Imprimerie Nationale : Gemalto, Morpho, Veridos et Oberthur Technologies. Sur ce marché, l'Imprimerie Nationale

a pour ambition de continuer d'élargir son positionnement de la chaîne de valeurs, par exemple avec de nouveaux produits en développement sur le contrôle aux frontières.

Dans ce contexte de très forte croissance du marché mondial, l'Imprimerie Nationale, avec le soutien de l'État actionnaire, poursuit un plan de développement ambitieux, visant 350 M€ de chiffre d'affaires d'ici 2020 sur le périmètre du Groupe à fin 2016. Pour cela, le Groupe s'appuie sur une stratégie fortement orientée vers l'export (25 % du chiffre d'affaires pour les titres d'identité à l'export d'ici 2018), vers des partenariats industriels et commerciaux (joint venture avec Gemalto au Pérou) mais aussi vers des projets de croissance externe : rachat en 2014 de SPS (société développant des composants électroniques innovants pour cartes à puces et titres identitaires) et en cours en 2017 des activités sécuritaires et identitaires du Groupe Thalès. Le projet industriel Douai 2.0 de refonte de son site industriel en cours de finalisation en 2017 permet par ailleurs de donner au Groupe les moyens de la croissance tout en améliorant sa compétitivité et le service rendu aux clients.



Pour en savoir plus

www.imprimerienationale.fr